



## COMMUNAUTE DE L'AFRIQUE DE L'EST

**CENTRE NYERERE DE RECHERCHE SUR LA PAIX DE LA COMMUNAUTÉ DE L'AFRIQUE  
DE L'EST  
8ÈME DÉBAT DES ÉTUDIANTS UNIVERSITAIRES DE LA CAE SUR L'INTÉGRATION DE  
LA CAE  
DU 18 AU 19 OCTOBRE 2023 A BUJUMBURA AU BURUNDI**

### **APPEL À CANDIDATURES**

#### **1.0 Introduction**

La Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) est une organisation intergouvernementale régionale regroupant les républiques du Rwanda, du Burundi, du Kenya, d'Ouganda, de la République-Unie de Tanzanie, du Soudan du Sud et de la République démocratique du Congo (RDC), dont le siège se trouve à Arusha, en Tanzanie. La vision de la CAE est "une Afrique de l'Est prospère, compétitive, sûre, stable et politiquement unie". La Communauté a pour mission d'élargir et d'approfondir l'intégration économique, politique, sociale et culturelle afin d'améliorer la qualité de vie des populations d'Afrique de l'Est par le biais d'une compétitivité accrue, d'une production à valeur ajoutée, d'échanges commerciaux et d'investissements.

L'intégration de la CAE est une progression graduelle à travers les étapes d'une union douanière, d'un marché commun, d'une union monétaire et, finalement, d'une fédération politique des États de l'Afrique de l'Est. Le Traité portant création de la Communauté de l'Afrique de l'Est a été signé le 30 novembre 1999 et est devenu opérationnel le 7 juillet 2000. Depuis la création de la CAE, les États partenaires ont établi une union douanière en 2005. Cela a facilité la circulation des marchandises dans la région de la CAE. La création du marché commun en 2010 a facilité la circulation des travailleurs, des personnes, des services et des capitaux dans la région de la CAE, et le Protocole sur l'Union monétaire a été signé en 2013, qui aboutira à la monnaie unique, facilitant ainsi le commerce et l'approfondissement de l'intégration. La dernière étape de l'intégration de la CAE est la Fédération politique. La Fédération doit être réalisée progressivement par le biais de la Confédération politique dont la constitution est actuellement en cours d'élaboration. Le renforcement des institutions et des capacités pour jeter les bases de la fédération se poursuit avec la mise en place des institutions et des politiques pertinentes.

En vue de réaliser les objectifs, la mission et la vision susmentionnés, la Communauté de l'Afrique de l'Est a besoin d'un environnement pacifique et politiquement stable, exempt de conflits, afin de faciliter les programmes de développement. En effet, la Communauté de l'Afrique de l'Est a mis en place des initiatives de paix destinées à donner aux jeunes l'occasion de faire entendre leur voix et de renforcer leur capacité à s'engager en faveur de la paix et de la sécurité, à contribuer à la construction d'un secteur de la jeunesse efficace, bien coordonné et réactif, qui agisse de manière solidaire dans la région.

## **1.1 Contexte**

La Communauté de l'Afrique de l'Est a mis en place des cadres normatifs et juridiques solides garantissant la participation effective des jeunes aux mesures de paix de la région. Le Traité portant création de la Communauté, à l'article 5, paragraphe 3, point f), garantit la promotion de la paix, de la sécurité et de la stabilité au sein des États partenaires et des relations de bon voisinage entre eux, dans le cadre de sa vision d'une Afrique de l'Est prospère, compétitive et politiquement unie. Les États partenaires, à l'article 124, alinéa 1, du Traité, conviennent que la paix et la sécurité sont des conditions préalables au développement social et économique et qu'elles sont vitales pour la réalisation des objectifs de la Communauté.

En outre, l'article 120 (c) invite les États partenaires à élaborer et à adopter une approche commune à l'égard des groupes marginalisés, y compris les enfants et les jeunes. À ce titre, la Communauté de l'Afrique de l'Est a adopté et met actuellement en œuvre des politiques régionales en faveur de la jeunesse et de l'enfance qui reposent sur le principe fondamental de la participation des jeunes aux questions qui les concernent dans le cadre du processus d'intégration de la Communauté de l'Afrique de l'Est.

À cette fin, le Protocole de la Communauté de l'Afrique de l'Est sur la paix et la sécurité prévoit, à l'article 2 (i, ii, iii, iv), que les États partenaires coopèrent en matière de paix et de sécurité et collaborent avec les organisations internationales et régionales pour promouvoir la paix et la sécurité dans la région dans les domaines de la prévention, de la gestion et du règlement des conflits, de la prévention du génocide, de la lutte contre le terrorisme, de la lutte contre la piraterie et de sa répression, des opérations de soutien de la paix, du contrôle de la prolifération des armes illicites et des armes légères, entre autres.

La politique de la jeunesse de la CAE de 2013 fixe comme objectif la participation des jeunes aux processus politiques et à la consolidation de la paix pour la stabilité politique, sociale et économique de la Communauté de l'Afrique de l'Est. Elle prévoit le renforcement des capacités des jeunes et des organisations de jeunes en matière de consolidation de la paix, de prévention et de résolution des conflits par la promotion de l'apprentissage interculturel, de l'éducation civique, de la tolérance, de l'éducation aux droits de l'homme et de la démocratie, du respect mutuel de la diversité culturelle, ethnique et religieuse, de l'importance du dialogue et de la coopération, de la responsabilité, de la solidarité et de la coopération internationale.

Malgré ces cadres normatifs, la jeunesse africaine, qui représente un tiers de la population du continent, reste vulnérable aux problèmes de sécurité humaine, notamment à la violence

politique, à la piraterie, aux activités maritimes illicites, au fondamentalisme religieux et à l'extrémisme violent. Il est urgent de multiplier les initiatives de sensibilisation à la paix parmi les jeunes de notre région afin de garantir la paix, la justice, l'inclusion, l'égalité des sexes et les droits de l'homme.

C'est sur cette base que le 8e débat des universités d'Afrique de l'Est a pour thème "**L'intégration de la CAE, la consolidation de la paix et la participation des jeunes**". Il s'agit pour les jeunes de débattre, d'étudier et d'analyser l'ensemble du spectre de la paix, de la sécurité humaine, des droits de l'homme et de la justice sociale dans la région de la CAE, ainsi que la manière dont les jeunes peuvent s'impliquer. Il est nécessaire de préciser que la majorité des conflits armés parrainés dans la région sont toujours alimentés et exécutés par des jeunes. La participation des jeunes aux conflits armés dans certaines parties de notre région alerte sur la nécessité urgente de s'attaquer à ce fléau par le biais du développement et des opportunités socio-économiques, de la bonne gouvernance, de l'État de droit, de la démocratie et des droits de l'homme, de la justice et de la réconciliation, ainsi que d'une représentation et d'une participation significatives aux processus décisionnels (Plan d'action continental sur la jeunesse, la paix et la sécurité, UA 2020).

## **1.2 Participation des jeunes à l'intégration de la Communauté de l'Afrique de l'Est**

La Communauté de l'Afrique de l'Est reconnaît que les jeunes sont un atout crucial, une ressource clé importante et des partenaires dans le développement social, économique et politique de la communauté. La CAE a entrepris diverses initiatives visant à promouvoir un dialogue continu entre les jeunes et à encourager en permanence leur participation à l'avancement de l'intégration régionale de la CAE. L'implication des jeunes dans les affaires de la CAE est prévue par l'article 120 (c) du Traité portant création de la CAE. Le Traité prévoit l'adoption d'une approche commune pour l'implication des jeunes dans le processus d'intégration par l'éducation, la formation et l'intégration des questions relatives à la jeunesse dans les politiques, programmes et projets de la CAE comme l'une des interventions stratégiques vers la réalisation d'une Communauté pleinement intégrée.

En juillet 2013, la CAE a adopté la politique de la jeunesse de la CAE afin d'orienter la planification, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des programmes communautaires visant à résoudre les problèmes de la jeunesse dans la région tout en assurant un développement social, économique et politique durable. Le Secrétariat de la CAE, par l'intermédiaire de son Centre Nyerere pour la recherche sur la paix, a par conséquent et de manière continue, engagé les jeunes par le biais de formations, de programmes d'échange et en leur offrant une plateforme de participation. À ce jour, un certain nombre d'étudiants des universités d'Afrique de l'Est ont bénéficié des programmes d'échange sur la paix et la résolution des conflits, la bonne gouvernance et les droits de l'homme. Ces programmes ont créé un environnement permettant aux étudiants de jouer un rôle actif dans le processus d'intégration et leur ont offert un espace leur permettant d'en apprendre davantage sur les avantages, les défis et les opportunités de l'intégration de la CAE.

### 1.3 Le concept des jeunes ambassadeurs de la CAE

En 2008, le Sommet des Chefs d'Etat de la CAE a décidé d'approfondir la sensibilisation et la création d'une conscience pour une plus grande volonté politique comme moyen de réaliser la Fédération politique de la CAE. Par conséquent, le débat et la sensibilisation des étudiants universitaires ont été adoptés comme stratégie. Le Secrétariat de la CAE a mené un certain nombre d'activités pour impliquer et responsabiliser les jeunes et renforcer leur contribution au programme d'intégration de la CAE. Il s'agit notamment du Sommet annuel du leadership des jeunes de la CAE et maintenant du programme de bourses pour les jeunes de la CAE sous l'égide du Centre Nyerere pour la recherche sur la paix (CNRP).

Le premier débat des étudiants universitaires de la CAE sur l'intégration régionale en août 2012 a déclenché un effet boule de neige parmi les jeunes de la CAE et a suscité un large enthousiasme pour leur participation au processus d'intégration de la CAE. L'objectif du débat était de fournir une plateforme régionale pour promouvoir le dialogue entre les étudiants universitaires et les inciter à défendre les initiatives d'intégration régionale. L'événement a réuni plus de 100 étudiants d'établissements d'enseignement supérieur publics et privés. En outre, le débat a également rassemblé des représentants du secteur privé, de la société civile, des médias, des technocrates et du monde universitaire. Six participants ont été tirés au sort dans chacun des cinq États partenaires, ce qui fait un total de 30 débatteurs. À l'issue du débat, cinq jeunes ambassadeurs de la CAE ont été désignés comme points de contact dans leurs universités respectives, afin de collaborer avec le secrétariat de la CAE pour sensibiliser leurs pairs au processus d'intégration de la CAE, à ses avantages et à ses défis. Au terme de l'événement, une recommandation a été faite aux organes décisionnels de la CAE pour que le débat des étudiants universitaires de la CAE devienne un événement annuel.

Le deuxième débat des étudiants universitaires, qui s'est tenu en septembre 2013, a encore renforcé la "phorie de la CAE" parmi les étudiants universitaires et a donné une impulsion à de nouvelles initiatives en faveur de l'engagement des jeunes dans la CAE. Depuis août 2012, les jeunes ambassadeurs de la CAE ont engagé et responsabilisé les jeunes pour qu'ils renforcent leur contribution au programme d'intégration de la CAE par le biais d'une formation et d'engagements efficaces entre pairs. Guidés par les réalités auxquelles sont confrontés les jeunes dans la région de la CAE et ancrés dans la conviction que les jeunes sont un catalyseur pour la paix, la démocratie, l'égalité et la bonne gouvernance et une ressource essentielle pour le développement durable et l'éradication de la pauvreté, les premiers ambassadeurs de la jeunesse de la CAE ont été la voix de la jeunesse sur le programme d'intégration de la CAE.

Depuis lors, il y a eu cinq débats d'étudiants universitaires de la CAE, le troisième en 2014 à Nairobi, le quatrième en 2015 à Kampala, le cinquième en 2017 à Kigali, le sixième en 2018 à Dar-es-Salaam et le septième en 2021 à Entebbe, en Ouganda. Les débats n'ont pas été organisés en 2016 et 2019 en raison d'un manque de ressources, et n'ont pas été organisés en 2020 en raison du déclenchement de la pandémie de COVID-19, la plupart des participants attendus n'ayant pas été vaccinés pour entrer dans le pays d'accueil.

#### **1.4 La plateforme des jeunes ambassadeurs de la CAE**

Le succès du deuxième débat des étudiants universitaires de la CAE sur l'intégration régionale et la nomination subséquente des nouveaux jeunes ambassadeurs de la CAE ont fait prendre conscience de la nécessité d'un engagement continu et d'une plateforme de dialogue pour les jeunes de la région. La plateforme des jeunes ambassadeurs de la CAE (EAC-YAP) a été lancée le 3 septembre 2013. La plateforme rassemble tous les jeunes dans le but de combler le déficit d'information sur l'intégration de la CAE et favorise leur participation à l'accélération de l'intégration par le partage de connaissances et d'expériences. La plateforme coordonne également la création de clubs de jeunes de la CAE dans les universités et les établissements d'enseignement supérieur en Afrique de l'Est. Il est dirigé par les jeunes ambassadeurs de chaque État partenaire, avec d'anciens ambassadeurs, d'anciens participants et tous les autres jeunes passionnés par l'intégration de la CAE. L'objectif principal des clubs de la CAE est de rassembler des étudiants de différentes universités à travers le pays dans le cadre du PAJ de la CAE, de les engager dans des débats et des travaux communautaires qui seraient d'une importance capitale dans la promotion d'une Union d'Afrique de l'Est durable conformément aux aspirations de la mission et de l'objectif de la CAE.

La 1ère Convention des jeunes de la CAE qui s'est tenue en novembre 2013 à Kampala est à ce jour la plus haute structure de la Plateforme des jeunes ambassadeurs. À l'invitation de l'Union africaine, la plateforme des jeunes ambassadeurs de la CAE a coordonné les consultations nationales des jeunes en contribuant au dialogue de haut niveau sur la démocratie et la gouvernance. La convention a donné à la jeunesse de l'Afrique de l'Est l'occasion de participer au processus de consultation régional et a élaboré un document de synthèse de la CAE sur le "constitutionnalisme et l'État de droit" qui a été soumis à l'Union africaine. La convention a également permis de sensibiliser aux processus d'intégration de la CAE et devrait avoir lieu chaque année.

## **2.0 LE DÉBAT DES ÉTUDIANTS DE L'UNIVERSITÉ DE LA CAE SUR L'INTÉGRATION RÉGIONALE**

### **2.1. Contexte**

Le débat des étudiants des universités de la CAE sur l'intégration régionale a été lancé en 2012. Le but du débat est de fournir une plateforme régionale pour promouvoir le dialogue entre les jeunes et les intéresser à la défense des initiatives d'intégration régionale. Les objectifs spécifiques du débat des étudiants universitaires de la CAE sont de :

- a. Promouvoir la participation continue des jeunes aux questions relatives à l'intégration de la CAE;
- b. Encourager la mise en réseau des étudiants universitaires et des jeunes afin de renforcer l'intégration régionale;
- c. Préparer les jeunes à assumer de futurs rôles de leadership aux niveaux régional et international en tant qu'ambassadeurs de l'intégration de la CAE dans la région;
- d. Aider les jeunes à faire avancer l'agenda du processus d'intégration régionale de la Communauté de l'Afrique de l'Est;
- e. Responsabiliser, informer et inspirer les jeunes de la région par des engagements actifs sur les questions et tendances émergentes; et

f. Comblent le fossé entre le Secrétariat et les jeunes dans les zones rurales.

Le débat est un événement annuel tournant qui attire un public de plus de 200 jeunes de l'Afrique de l'Est, des conférenciers, des experts du secteur public, privé et d'autres établissements d'enseignement supérieur. En outre, le débat rassemble également des représentants des conseils de la jeunesse, du secteur privé, de la société civile, des médias, des technocrates et du monde universitaire. Six participants sont tirés au sort dans chaque État partenaire, ce qui fait un total de 36 débatteurs.

Au cours du débat, un gagnant de chaque État partenaire est nommé ambassadeur de la jeunesse de la CAE et le second est nommé ambassadeur adjoint de la jeunesse de la CAE; tous deux servent de points de contact pour des activités de sensibilisation ciblées dans leurs universités/États partenaires respectifs pendant une période d'un an. À l'issue de leur mandat d'un an, les jeunes ambassadeurs restent engagés dans le cadre de la plateforme des jeunes ambassadeurs de la CAE (EACYAP). Le secrétariat de la CAE a créé la plateforme des jeunes ambassadeurs de la CAE pour populariser l'intégration de la CAE grâce à un engagement continu et structuré auprès des jeunes dans les établissements d'enseignement supérieur et au-delà. Les jeunes ambassadeurs de la CAE, en collaboration avec le secrétariat de la CAE, ont sensibilisé leurs pairs aux processus d'intégration de la CAE, à ses avantages et à ses défis. Cela a permis d'accroître la sensibilisation à l'intégration régionale et à la mise en réseau des établissements d'enseignement supérieur de la région.

En outre, l'intégration de la CAE étant centrée sur les personnes, les jeunes ont le potentiel de favoriser la créativité, l'innovation, le leadership et le partage d'informations et d'entretenir un lien d'"*Eastafricaness*" avec une identité est-africaine distincte qui est très souhaitée. Le débat des étudiants universitaires de la CAE a permis la création de plus de 150 clubs de jeunes de la CAE dans différentes universités des États partenaires, ce qui a donné lieu à une appréciation et à des dialogues constructifs entre jeunes sur le processus d'intégration, renforçant ainsi l'enthousiasme des jeunes et leur soutien à l'intégration de la CAE.

Les jeunes de la CAE représentent une part importante de la population. L'article 120 (c) du traité de la CAE prévoit l'adoption d'une approche commune pour la participation des jeunes au processus d'intégration par l'éducation, la formation et l'intégration des questions relatives à la jeunesse dans les politiques, programmes et projets de la CAE, comme l'une des interventions stratégiques vers la réalisation d'une communauté pleinement intégrée et exempte de corruption.

Malgré les cadres normatifs susmentionnés, la région de la CAE continue d'être témoin de l'implication des jeunes dans les conflits violents et l'extrémisme. Cela a donné lieu à un stéréotype selon lequel les jeunes constituent un groupe violent et une menace pour la sécurité et la stabilité de la région. Les jeunes sont généralement considérés comme des auteurs ou des victimes, en particulier lorsqu'il s'agit de la participation à la violence et à la violence sexuelle fondée sur le genre, les femmes étant toujours considérées comme des victimes.

Il est donc crucial que la CAE exploite ce groupe démographique par le biais d'initiatives d'engagement continu qui ciblent leurs points de vue et leurs aspirations qui, en fin de compte, façonneront l'avenir de l'Afrique de l'Est. Ce débat n'est pas seulement opportun, il est aussi nécessaire, car il est fondé et centré sur la participation des jeunes aux initiatives de paix dans la région.

### **3.0 HUITIÈME DÉBAT DES ÉTUDIANTS DE L'UNIVERSITÉ DE LA CAE SUR L'INTÉGRATION RÉGIONALE**

#### **3.1 Les jeunes, acteurs clés de l'intégration politique et de la consolidation de la paix dans la CAE**

Conformément à l'article 123, alinéa 5, la CAE a mis en place des cadres institutionnels en créant divers conseils et comités sectoriels chargés d'ordonner et d'orienter la coopération dans les domaines de la défense, de la sécurité interétatique et de la coordination de la politique étrangère afin de renforcer la paix, la sécurité et la bonne gestion des affaires publiques. Les instruments clés comprennent les protocoles, les mécanismes et la stratégie: La politique de la jeunesse de la CAE (2013), le plan d'action de la jeunesse de la CAE (2016-2021); l'agenda de la paix et de la sécurité de la jeunesse de la CAE, la stratégie de communication sur la paix et la sécurité pour l'engagement dans la CAE, entre autres.

En outre, le secrétariat de la CAE, par l'intermédiaire de l'Architecture africaine de paix et de sécurité (AAPS), a continué à faire participer les jeunes, qui sont l'une des principales parties prenantes, à la réalisation des objectifs de la communauté.

En 2022, le secrétariat de la CAE a engagé un certain nombre de jeunes dans des initiatives de paix et de sécurité visant à maintenir le dialogue pour promouvoir l'intégration politique et les initiatives de consolidation de la paix:

- 1) Le dialogue intergénérationnel qui s'est tenu en novembre 2022 à Dar es Salaam, une plateforme visant à créer un espace pour le partage d'expérience, de sagesse et de compétences entre les générations à travers des interactions sur la prévention des conflits, la médiation et d'autres interventions de paix et de sécurité pour promouvoir l'intégration politique et la construction de la paix. Il a attiré la participation de l'Assemblée législative de l'Afrique de l'Est, le Comité des affaires politiques et des résolutions de conflits, le représentant du panel des personnalités éminentes de la CAE qui ont participé au dialogue du Burundi, le président du Conseil interreligieux de la CAE, le coordinateur de l'UA pour le programme Jeunesse pour la paix en Afrique, les conseils nationaux de la

jeunesse, les jeunes de la société civile et les ambassadeurs de la jeunesse de la CAE ont participé.

- 2) Le Forum des jeunes de la CAE, qui s'est tenu en novembre 2022 à Nairobi, visait à favoriser la communication, la collaboration et l'échange de connaissances et de ressources entre les jeunes leaders, les jeunes ambassadeurs et les organisations afin d'identifier les possibilités de financement et les partenariats potentiels pour soutenir les initiatives et les projets menés par les jeunes dans le domaine de la consolidation de la paix, de la résolution des conflits et de l'intégration de la CAE.
- 3) Atelier de formation sur la lutte contre l'extrémisme violent et la promotion d'une culture de la paix, du dialogue et de la tolérance, organisé en décembre 2022 à Entebbe, visant à promouvoir une culture du respect de la vie des concitoyens africains, qui favoriserait notamment une vie paisible, la stabilité et le développement. Cet événement attire la participation de décideurs politiques, de jeunes leaders, de conseils nationaux de la jeunesse, etc.

Le 8ème débat annuel des étudiants universitaires de la CAE est prévu du 17 au 19 octobre 2023 à Bujumbura, au Burundi. Le débat devrait rassembler des représentants d'étudiants universitaires, d'académiciens, de décideurs politiques, de médias, de jeunes leaders, d'entrepreneurs et d'une école secondaire qui participeront à l'événement. Le débat portera sur la relation entre l'intégration politique et la consolidation de la paix et sur la manière dont les jeunes peuvent jouer un rôle essentiel.

À cette fin, la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) lance un appel à candidatures pour le 8e débat des étudiants universitaires de la CAE sur l'intégration régionale, qui doit avoir lieu du 17 au 19 octobre 2023 à Bujumbura, au Burundi. La CAE est une organisation intergouvernementale régionale composée des Républiques du Rwanda, du Burundi, du Kenya, d'Ouganda, de la République-Unie de Tanzanie, du Soudan du Sud et de la République démocratique du Congo (RDC), dont le siège se trouve à Arusha, en Tanzanie. La CAE envisage une Afrique de l'Est prospère, compétitive, sûre, stable et politiquement unie, visant à renforcer l'intégration économique, politique, sociale et culturelle pour une meilleure qualité de vie grâce à une compétitivité, un commerce et des investissements accrus.

### **3.2 Thème du débat**

Sous le thème: "***Intégration politique de la CAE, consolidation de la paix et participation des jeunes***", le débat abordera des questions relatives à;

- a. les questions de sécurité humaine, notamment la violence politique, la piraterie, les questions maritimes, le fondamentalisme religieux, l'extrémisme violent, etc;
- b. le rôle des médias sociaux dans l'éradication des conflits dans la région;
- c. les politiques régionales ratifiées en matière de sauvegarde de la paix et de la sécurité;



- d. Recommandations politiques visant à garantir une participation maximale des jeunes aux initiatives de paix;
- e. Gestion des frontières pour une circulation sûre, sécurisée et aisée des personnes et des biens dans le contexte de la pandémie;
- f. les réformes que le secrétariat de la CAE et les États partenaires peuvent mettre en place pour renforcer et construire une région plus sûre; et
- g. Gestion de la sécurité aux frontières pour une circulation sûre, sécurisée et aisée des personnes et des biens dans un contexte de défis sécuritaires.
- h. Le rôle de la jeunesse dans la consolidation de la paix

### **3.3 Objectifs du débat**

L'objectif global du débat universitaire de la CAE est de renforcer la participation des jeunes à l'agenda et aux processus d'intégration de la CAE. Les débats et les activités de sensibilisation qui s'ensuivent créent un environnement propice qui permet non seulement aux étudiants et aux jeunes de jouer un rôle actif dans le processus d'intégration, mais qui leur offre également un espace leur permettant d'en apprendre davantage sur les avantages, les défis et les opportunités de l'intégration de la CAE.

Le 8e débat de la CAE s'efforcera d'atteindre l'objectif spécifique suivant:

- a. Promouvoir une compréhension approfondie de l'intégration politique de la CAE et des efforts de consolidation de la paix dans la région de la CAE;
- b. Examiner l'impact de la participation des jeunes dans la promotion de la paix et de la stabilité par le biais de l'intégration politique;
- c. étudier les stratégies susceptibles de renforcer l'engagement et la participation des jeunes aux initiatives d'intégration politique et de consolidation de la paix de la CAE; et
- d. Voir dans quelle mesure les jeunes peuvent s'impliquer activement dans les initiatives de paix, pratiquement à l'ère des médias sociaux.

Par conséquent, à la fin du débat, les résultats suivants seront attendus;

- a. Les participants auront une meilleure connaissance et appréciation du cadre politique de la CAE pour la paix et la sécurité;
- b. Les participants formuleront des recommandations politiques pour adoption par la CAE sur la manière d'intégrer la jeunesse dans les initiatives de paix;
- c. Les principales questions relatives à la paix et à la sécurité concernant la jeunesse seront dégagées en vue d'un dialogue plus approfondi entre les jeunes et les autres parties prenantes dans les États partenaires et dans la région;
- d. La conversation et les recommandations sur le rôle de la jeunesse en Afrique de l'Est dans le renforcement de la paix et de la sécurité régionales sont lancées;
- e. Des points d'action seront identifiés en vue d'une mise en œuvre ultérieure par les différentes parties prenantes;
- f. Quatorze (14) jeunes ambassadeurs auront été sélectionnés - deux (2) par État partenaire - avec l'obligation de diriger des programmes d'apprentissage par les pairs, de sensibilisation et de vulgarisation dans leurs universités respectives, dans les

communautés frontalières, en collaboration avec le secrétariat de la CAE, les partenaires au développement, l'Assemblée législative d'Afrique de l'Est et les ministères de la CAE dans les États partenaires; et

- g. Un dîner de gala sera organisé au cours duquel les meilleurs débatteurs et l'équipe gagnante seront récompensés.

### **3.4 Participation au débat**

Le Secrétariat de la Communauté de l'Afrique de l'Est prendra en charge les frais de transport, d'hébergement et de repas des participants pendant les journées de l'événement. Six participants seront sélectionnés dans chacun des États partenaires de la CAE, issus d'universités nationales, d'établissements d'enseignement supérieur publics, privés et autres. Les participants seront soit du côté de la stratégie affirmative (proposition), soit du côté de la stratégie alternative (opposition) (équipe) du débat, mais le Secrétariat se réserve la prérogative de veiller à ce que les deux parties soient représentées de manière équitable. De plus amples informations seront communiquées aux candidats retenus en temps utile pour leur permettre de se préparer.

La participation à ce débat est limitée aux étudiants qui sont en deuxième année de licence à l'université. Les étudiants ayant participé aux trois derniers débats ne doivent pas se porter candidats afin de donner la possibilité à d'autres de participer. Les candidats intéressés, dotés de bonnes capacités d'analyse et de communication et d'une bonne maîtrise de l'anglais, sont encouragés à poser leur candidature. Veuillez noter que le débat se déroulera en anglais.

### **3.5 Résultats attendus**

Le débat réunira également des représentants du monde universitaire, du secteur privé, de la société civile, des médias et des technocrates de la région de l'Afrique de l'Est, des partenaires au développement et des parties prenantes concernées qui écouteront le débat et feront leurs commentaires sur la force des délibérations et formuleront des recommandations sur la voie à suivre pour le débat. Le débat sera retransmis en direct sur le site web de la CAE et d'autres plateformes de médias sociaux comme Twitter et Facebook seront également utilisées pour permettre une large participation des jeunes dans toute la région de la CAE.

Les meilleurs débatteurs seront nommés Ambassadeurs de la jeunesse de la CAE 2022-2023 avec l'obligation d'être le fer de lance de l'apprentissage par les pairs, de la sensibilisation et des programmes de sensibilisation dans leurs universités respectives, les communautés frontalières en collaboration avec le Secrétariat de la CAE, les partenaires au développement, l'Assemblée législative de l'Afrique de l'Est et les ministères de la CAE dans les États partenaires. Il y aura un dîner de gala au cours duquel des prix seront décernés aux meilleurs débatteurs et à l'équipe gagnante.

Dans l'esprit de la promotion d'un sentiment d'appartenance à l'Afrique de l'Est, on s'attend à ce qu'à la fin du débat, un lien ait été créé entre les étudiants, façonnant et nourrissant ainsi l'identité de l'Afrique de l'Est parmi les jeunes, à long terme. Les participants auront été encouragés à poursuivre le dialogue sur les questions d'intégration de la CAE, de gestion de l'immigration et de lutte contre la corruption afin de promouvoir la stabilité et le développement économique et social.

Le débat universitaire de la CAE sur l'intégration régionale permet aux jeunes de participer, de dialoguer et de contribuer à la formulation des politiques sur les questions qui constituent l'agenda de la jeunesse de la CAE.

### 3.6 Méthodologie

#### 3.6.1 Participation au débat

Les participants au 8e débat des étudiants des universités de la CAE seront les suivants;

- Le débat principal impliquera 42 étudiants universitaires (débatteurs), 7 de chaque État partenaire;
- 3 Juges obtenus auprès de la société civile, du monde universitaire, du secrétariat de la CAE et des institutions de la CAE;
- 6 universités locales seront représentées par 9 étudiants et 1 professeur de chaque université. Ces étudiants et professeurs feront partie du public du débat.;
- 100 étudiants de l'université d'accueil;
- Un lycée du pays hôte présentera un poème ou une chanson sur le thème;
- Un modérateur animera le débat;
- Les membres de la plateforme des jeunes ambassadeurs de la CAE participeront et
- Personnel du secrétariat de la CAE.

#### 3.6.2 Date et lieu

Le débat aura lieu du 17 au 19 octobre 2023 à Bujumbura, au Burundi.

#### 3.6.3 COMMENT POSER SA CANDIDATURE

Les candidats intéressés par la participation doivent soumettre les documents suivants:

- a. Une lettre de motivation d'une page expliquant pourquoi ils sont intéressés à participer et indiquant l'université d'où ils viennent et l'année d'étude et Un essai de deux pages sur le thème de **"l'intégration politique de la CAE, la consolidation de la paix et la participation des jeunes"**.
- b. Une copie scannée de votre carte d'identité universitaire et de la page des données biographiques de votre passeport.
- c. Tous les documents doivent avoir une taille de police de 12, police Arial, et un interligne simple. Rassemblez les documents en une seule pièce jointe et envoyez votre candidature à [debate\\_applications@eachq.org](mailto:debate_applications@eachq.org) avant le [date limite de candidature] à 17 heures, heure d'Afrique de l'Est;
- d. Les candidatures doivent être téléchargées à l'adresse <https://forms.gle/2a4ZKfQ2aPk7VVGTA> adressées à la Communauté d'Afrique de l'Est - Centre Nyerere pour la recherche sur la paix, à l'adresse électronique: **debate\_applications@eachq.org**. Les candidatures doivent nous parvenir au plus tard le 22 septembre 2023 à 17 heures, heure d'Afrique de l'Est. Veuillez noter que seuls les candidats retenus seront contactés. Seuls les candidats retenus seront notifiés.

